

Le « 21 avril » : commémoration et autopsie médiatiques d'un spectre

21 avril 2002 : Jean-Marie Le Pen devance Lionel Jospin lors du premier tour de l'élection présidentielle. Cet événement politique a fait, et fait toujours, couler beaucoup d'encre. À un point tel que, comme le 11 septembre, le 21 avril est une date dont il est devenu inutile de préciser l'année. Plus fort encore, « 21 avril » est devenu un substantif à part entière.

À un an de l'élection présidentielle, le 21 avril 2011 aura été l'occasion de la production de multiples « analyses » dans le petit monde du grand journalisme politique. Chacun a tenté de répondre, à sa façon, à la question de la semaine : « *Un nouveau 21 avril est-il possible ?* ». Et tous s'accordent : ils n'en savent rien. Les quotidiens généralistes se sont livrés à l'exercice. Revue de détail.

Le Parisien est sensationnel

Comme à son habitude, *Le Parisien* a donné dans la « une » tapageuse :



Le Parisien avait déjà réalisé un « coup » grâce à un sondage, publié dans son édition du dimanche 6 mars, qui plaçait pour la première fois Marine Le Pen en tête des intentions de vote pour l'élection présidentielle de 2012. Le 21 avril 2011, *Le Parisien* publie non pas **un** mais **quatre** sondages. Ce faisant le quotidien semble, à première vue, tenir compte des critiques formulées à l'égard de l'enquête publiée le 6 mars. *Le Parisien* et Harris interactive ont cette fois testé quatre candidats socialistes : François Hollande, Ségolène Royal, Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn. Dans les quatre cas, nous dit-on, Marine Le Pen accèderait au second tour.

C'est sur la foi de ces sondages que *Le Parisien* s'autorise à émettre l'hypothèse d'un « nouveau 21 avril » : « *Il y a neuf ans, jour pour jour, [...] la gauche était éliminée du second tour de la présidentielle [...]. Un tel scénario peut-il se reproduire l'année prochaine, avec une possible variante, c'est-à-dire une élimination du candidat de droite laissant face à face la gauche et le FN ? C'est ce qu'indique notre sondage Harris interactive, confirmant d'autres enquêtes d'opinion récentes.* »

Comme le 6 mars, c'est à nouveau sur la seule base de sondages d'intention de vote que *Le Parisien* développe une « analyse » politique... Or, force est de rappeler, comme nous l'écrivions récemment au sujet des sondages, « [que] *dans le meilleur des cas, ils livrent quelques indications sur le sens du vent, aussi bien ou aussi mal que le premier éditocrate ou politologue venu, doté d'un doigt suffisamment mouillé et d'un peu de jugeote.* ». Le vent, certes, peut être violent. Mais fallait-il attendre qu'il souffle sur les sondages pour s'inquiéter de sa direction ? Si les résultats de ces sondages étaient différents, faudrait-il le traiter comme des indicateurs d'une bourrasque ? L'avenir que l'on tente de scruter en examinant leurs entrailles n'est nullement inscrit dans des « intentions de vote » à plus d'un an d'une échéance électorale, mais dans la dynamique des rapports de forces politiques et sociaux dont aucun sondage ne peut

rendre compte. Est-ce trop demander que le journalisme se préoccupe d'abord de la situation sociale des électeurs et de ces rapports de forces ?

Bref : les sondages d'intention de vote ne peuvent pas être pris pour argent comptant et servir de principal support à une prétendue « analyse » journalistique. *A fortiori* lorsqu'il s'agit de dissenter sur l'hypothèse d'un « nouveau 21 avril ». *Le Parisien*, qui n'est pas à une contradiction près, le sait, et l'écrit au sujet de la présidentielle de 2002 : « *Aucun sondage n'avait prévu ce cas de figure.* ». Et pour cause : les sondages ne prévoient rien ! Les instituts de sondage ont-ils changé leurs méthodes ? Quels enseignements ont-ils tiré de leur splendide loupé de 2002 ou, plus exactement, du loupé de ceux qui les ont crus ? *Le Parisien* ne le précise pas... Tout en admettant que, « *bien sûr, ces intentions de vote ne constituent qu'un rapport de forces à un moment donné et 2012 est encore loin.* » (page 2). « *Bien sûr.* ». Heureusement, Roland Cayrol, expert en expertise et sondeur de sondages, balaie ces quelques précautions rhétoriques : « *Aujourd'hui, Marine le Pen est au second tour parce que le ticket pour y arriver est à 20-21%* » (page 2). Le même Roland Cayrol concéderait sans doute qu'un sondage d'intention de vote n'est pas une prédiction. Mais visiblement rien ne saurait l'empêcher de le traiter comme tel...

On l'aura compris : en conjuguant dramatisation politique et rhétorique commerciale, *Le Parisien* tente de réussir un nouveau « coup ». En guise d'analyse, un exercice de futurologie hypothétique qui, à lire cette formulation à la limite du non-sens, prévoit, mais sous condition : « *Dans un an, Marine Le Pen éliminerait au premier tour tous les candidats de la droite classique, sauf si elle était confrontée à Ségolène Royal.* ». Comprenez que pourra cette vertigineuse synthèse du futur et du conditionnel, du « *Si les élections avaient lieu la semaine prochaine, Marine Le Pen éliminerait...* » et du « *Si la tendance se confirme, Marine Le Pen éliminera dans un an...* ». À voir... Une seule certitude : pour *Le Parisien*, Marine Le Pen au second tour, ça a fait, ça fait, et ça fera vendre.

Libération est pluraliste

Libération se présente comme un journal de gauche. Et un journal sérieux. Le sensationnalisme commémoratif offre donc l'occasion de se livrer à des exercices de pédagogie politique. C'est pourquoi le quotidien ne se contente pas de se demander si un « nouveau 21 avril est possible », mais s'interroge avec gravité : comment l'éviter ?



Une telle « une » tient pour acquis qu'un « nouveau 21 avril » menace indifféremment la droite et la gauche que l'on dit « de gouvernement ». Sur quoi se fonde *Libération* ? Sur les sondages, bien sûr ! « *Sondage après sondage, la présidente du Front national paraît pouvoir accéder presque systématiquement au deuxième tour de scrutin. Politologues, sondeurs et autres pythies s'y perdent en conjectures et pronostics : va-t-on vers un nouveau "21 avril" ou au contraire un "21 avril à l'envers", c'est-à-dire avec une finale gauche-FN au soir du premier tour ?* » (page 2). Parmi les « autres pythies », *Libération*, qui s'interroge : quelles sont les raisons de cette double menace ? Comment l'éviter ?

La « une » offre un concentré de l'analyse des causes : « *À un an de l'élection, la prolifération des candidatures fait craindre un premier tour éliminant l'un des principaux partis.* ». La « prolifération » : la

connotation péjorative du terme ne fait aucun doute. Elle est confirmée par le dictionnaire Larousse : « Prolifération : multiplication rapide d'êtres vivants, de choses. Ex : **prolifération de cafards** ». On va s'apercevoir en réalité que pour le quotidien c'est la principale cause de la possibilité de la présence du FN au second tour. Dans l'encadré « L'essentiel » (page 2), on lit ce qui suit : « **Le contexte : devant la prolifération des candidats au premier tour, un 21 avril reste possible** ». Puis, dans la partie « Repères », une variation sur le même thème : « 16. C'est le nombre record de candidats à une élection présidentielle atteint le 21 avril 2002. Ils étaient 9 en 1995 et 1988, 10 en 1981. En 2007, ils n'étaient plus que 12, réduisant l'émission des votes à gauche et à droite ». L'explication par la « prolifération » (qu'il faudrait peut-être expliquer avant de la condamner d'un mot) permet de souligner le caractère néfaste de la multiplicité des candidatures lors des présidentielles.

Nicolas Demorand en remet une couche dans son éditorial, évoquant « les candidats déclarés et les putatifs, ceux qui pensent à 2012 et ceux qui préparent déjà 2017 voire 2022, ceux qui veulent mesurer leur poids électoral, s'imposer dans leur parti ou tout simplement recherchent l'exposition médiatique ». Avant de conclure avec ce ton teinté de mépris qu'il affectionne tant : « **Qu'importent les risques de fragmentation de l'offre politique, l'essentiel est de participer** ».

Dans le collimateur de *Libération*, non pas les risques électoraux encourus par le « parti du Président », mais « la kyrielle de candidatures à gauche » (page 2). « Il y aurait au total sept candidatures à gauche. Pas loin des huit de 2002 qui furent fatales à Lionel Jospin » (*idem*). Inutile de multiplier les citations : c'est autour de la question de la multiplicité des candidatures que tourne « l'analyse » de *Libération*, qui n'hésite d'ailleurs pas à parler de « la loterie du premier tour » (titre de l'article principal, pages 2 et 3). Rendons justice à *Libération* : le centre est également montré du doigt, qui pourrait faire perdre des voix à Nicolas Sarkozy. On attend avec impatience une proposition de *Libération* qui n'autoriserait que les partis « majoritaires » à se présenter aux élections. Nul doute que la démocratie en sortirait grandie...

Le trop grand nombre de candidatures serait-il une explication de l'élimination de Lionel Jospin dès le premier tour de 2002 et de l'hypothétique présence de Marine Le Pen au second tour en 2012 ? L'explication est banalement politicienne : ni vraie ni fausse, elle a le mérite d'éviter de s'appesantir sur la politique conduite par les « grands partis », leurs programmes, leurs alliances... Autant de raisons qui auraient pu être évoquées, et qui auraient sans doute permis de comprendre, entre autres... la multiplicité des candidatures et d'éviter de prendre les effets pour les causes dans le but d'inciter à faire tomber les fièvres en cassant le thermomètre pluraliste. Mais ce sera pour une autre fois, puisqu'il faut en effet attendre les dernières lignes de l'article « de fond », après une page et demie et une « une » sur les candidatures multiples, pour que ces sujets soient évoqués : « *Derrière les discours et stratagèmes sur la manière de faire barrage à l'extrême droite, les partis de gouvernement masquent surtout leur incapacité à séduire, et à mobiliser l'électorat sur un projet porteur d'espoir* ». Et *Libération* masque à peine son parti pris en défaveur des « petits partis » de toutes les couleurs qui participent pleinement à l'arc-en-ciel de la démocratie.

Le Monde est sondo-perplexe

Le Monde n'a que très partiellement cédé à la tentation du dossier commémoration-actualité du 21 avril. Mais un peu quand même. Le 21 avril, le quotidien publie en effet sur son site les vidéos de 2002 : annonce des résultats, discours de Jean-Marie Le Pen, de Lionel Jospin, de Jacques Chirac, premières manifestations de rue. Des documents bruts. Un utile rappel.

Le Monde publie aussi sur son site, le 21 avril au matin, sans aucun commentaire, une dépêche reprenant le sondage du *Parisien* : « *Un sondage confirme la percée de Marine Le Pen* ». La dépêche est introduite par une phrase des plus alambiquées, digne de la « une » du... *Parisien* : « *À moins de treize mois de l'élection présidentielle, Marine Le Pen se qualifierait pour le second tour dans presque tous les cas de figure* ».

Un sondage confirme la percée de Marine Le Pen



Avant de publier, quelques heures plus tard, un article intitulé « *Quel crédit accorder aux sondages prédisant un 21 avril à l'envers ?* ».

Quel crédit accorder aux sondages prédisant un 21-avril à l'envers ?



Pour discuter du crédit à accorder aux sondages, *Le Monde* fait naturellement appel à... des sondeurs. Tout au long de l'article, les deux « experts » qui sont convoqués sont en effet Frédéric Dabi, de l'Ifop, et Edouard Lecerf, de TNS-Sofres... On ne doute pas un seul instant que ces deux salariés d'instituts de sondages vont se livrer à un démontage en règle des méthodes de leurs employeurs... Nous l'avions déjà souligné dans un précédent article : « *C'est en effet aux sondeurs, pour l'essentiel, de répondre aux inquiétudes du Monde sur la fiabilité et le rôle des sondages* ». Une pratique qui semble donc devenir une habitude au *Monde*, à qui nous pourrions proposer un prochain article : « *Quel crédit apporter à une critique des sondages formulées par des représentants d'instituts de sondage ?* » Une enquête qui promet d'être passionnante...

Conclusion : *Le Monde* n'a pas réellement produit de « dossier 21 avril ». Mais en rappelant les événements de 2002 (avec les vidéos « d'époque », qui soulignent le caractère « historique » du 21 avril) et en reprenant tel quel, dans la même rubrique, le sondage du *Parisien*, sans le commenter et en en atténuant à peine la portée par des critiques mesurées de sondeurs qui ne vont pas tuer la poule aux œufs d'or, le quotidien du soir ne se distingue pas franchement de ses éminents confrères : un « *nouveau 21 avril* » est possible. Reste à savoir pourquoi.

Le Figaro est abstentionniste

Ce n'est pas dans *Le Figaro* que l'on trouvera des réponses aux questions soulevées durant cet article. Le 21 avril 2011, le quotidien de Serge Dassault s'est en effet abstenu de toute référence au Front national, que ce soit celui de Jean-Marie Le Pen en 2002 ou celui de sa fille Marine en 2011, se contentant de reprendre lui aussi le sondage du *Parisien* sans le commenter. Même les blogs des journalistes du *Figaro* sont aux abonnés absents. De là à penser que les tergiversations de la majorité présidentielle sur l'attitude à adopter à l'égard du FN ont des conséquences sur la non-ligne éditoriale du grand quotidien de la droite française, il n'y a qu'un pas que nous ne franchirons pas.

Mais nous n'avons pu nous empêcher de relever cette perle, publiée sur le blog de Sébastien le Fol, animateur des pages culture du *Figaro* et chroniqueur sur France Inter qui, à défaut de parler du FN et d'interroger le silence de son journal sur la question, s'attaque au « *fantôme de Mitterrand* » dans une chronique du même nom : « *Si elle ne chasse pas pour de bon le fantôme Mitterrand, la gauche peut s'attendre à passer encore de longues années sur le divan* ». À chacun son « *fantôme* » et sa méthode de psychanalyse : *Le Figaro*, en ce jour anniversaire, nous a privés de l'analyse du spectre du 21 avril.

Beaucoup de bruit pour rien ? Pas exactement. En focalisant l'attention sur une possibilité (car c'est évidemment une possibilité qu'il s'agit de prendre au sérieux...) d'un second tour marqué par la présence de Marine Le Pen, les principaux quotidiens ont d'ores et déjà réduit l'échéance présidentielle à une compétition politicienne et les enjeux du premier tour à la préparation du second. Voilà qui ne laisse rien présager de bon pour la couverture médiatique de l'élection de 2012...

Julien Salingue (avec Henri Maler), le 26 avril 2011